

Développement, croissance et réformes économiques dans les pays arabes : bilan et perspectives

Abdelkader SID AHMED

INTRODUCTION

L'histoire économique du monde arabe au cours des deux derniers siècles et demi présente selon la formule de Charles Issawi de 1982 une caractéristique dominante : « impact et réaction » ou encore « défi et réponse ». Ceci est encore plus vrai aujourd'hui avec les accords de Barcelone proposés par l'Union européenne et leur acceptation par un certain nombre de pays arabes à défaut d'alternative. « L'impact » ou le « défi » fut celui de l'Europe capitaliste en voie d'industrialisation, une Europe essaimant à travers le monde à la recherche d'approvisionnements alimentaires, de matières premières, de marchés, et de débouchés pour son énergie, son capital et ses populations. Bref, plus généralement, une Europe soucieuse de veiller au respect par le reste du monde - ici les rives sud et orientale - des règles de fonctionnement de son système économique par tous les moyens y compris par la domination directe (Égypte, Maroc, Tunisie, Liban, etc.) ou l'annexion (Algérie).

Cet impact et ce défi se retrouvent à la fin du XX^e siècle avec l'épuisement concomitant des modèles de développement post-indépendantistes au Sud et à l'Est de la Méditerranée et une Europe en voie d'unification, noyau majeur de l'économie globalisée. A travers le nouveau régionalisme de Barcelone Euro-Med qu'elle propose à la périphérie du Sud, cette dernière est une nouvelle fois « sommée » de s'ajuster (mise à niveau) comme à la fin du XVIII^e siècle à une situation où elle est loin d'être acteur.

De cette histoire économique des pays arabes de la fin du XVIII^e siècle à leur décolonisation à partir des années cinquante, *deux caractéristiques majeures* se dégagent :

- l'intégration graduelle au système économique international ;
- la distorsion du processus de développement économique – système centre-périphérie – afin de satisfaire les besoins des économies technologiquement avancées.

LES TENTATIVES DE DÉPASSEMENT DES SCHÉMAS COLONIAUX :
LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT POST-INDÉPENDANTISTES

Avec la décolonisation dès les années 1950, la correction de ces asymétries devint la priorité des nouveaux États afin de promouvoir des échanges plus diversifiés et plus équilibrés. Des politiques d'industrialisation de substitution à l'importation (ISI) et d'industrialisation de valorisation des ressources naturelles furent mises en œuvre. Objectif : la promotion d'échanges plus diversifiés à travers la promotion de l'offre nationale, la satisfaction des besoins internes de consommation et d'investissement au lieu et place des importations dans une situation de déficit structurel des comptes extérieurs.

Les stratégies d'industrialisation de substitution d'importation (ISI) et de valorisation des ressources naturelles

Dans la foulée des indépendances, traumatisés par le « pacte colonial » les pays arabes mirent en œuvre des stratégies destinées à satisfaire les besoins de base et d'investissement de leurs populations. De type le plus souvent protectionnistes (Liban excepté), ces stratégies en droite ligne du *schéma cépalien* privilégièrent l'ISI, amorçant ainsi comme le note Charles Issawi après un siècle et demi de désindustrialisation, la *réindustrialisation* de la région arabe. D'importants budgets furent alloués aux infrastructures, à l'éducation, à la santé et l'agriculture. De fait, le PIB de la région augmenta fortement en conséquence - il est vrai à des degrés divers selon les pays – jusqu'au milieu des années 1980 comme on peut l'observer (tableau 2) pour des pays comme la Libye, l'Arabie saoudite, ou le Qatar par exemple.

Trois séquences de croissance peuvent être identifiées pour les pays arabes de 1960 à 2000 : 1960-1984, 1985-1994 et 1995-2000 (tableau 1). Au cours de la première période, le PIB par tête augmenta à un taux annuel moyen de 2,5% en moyenne avec une croissance spectaculaire dans certains pays exportateurs de pétrole. Avec l'effondrement des prix du pétrole au début des années 1980, la croissance arabe par tête dans le monde arabe tomba à 1% alors que celle de l'Asie orientale atteignait le chiffre record de 5,2% après un chiffre de 4,3% pour la période 1960-84. Particulièrement importante fut

Tableau 1
Performances de croissance dans le monde arabe 1960-2000

	1960-84		1985-94		1995-2000	
	Croissance (%)	Volatilité de la croissance (%)	Croissance (%)	Volatilité de la croissance (%)	Croissance (%)	Volatilité de la croissance (%)
Economie pétrolière						
mixte	1.9	5.4	-2.1	1.0	1.6	0.9
Algérie	1.9	5.4	-2.1	1.0	1.6	0.9
Economies pétrolières	5.5	2.1	1.0	4.0	0.8	1.3
Bahrein	5.5	2.8	1.5	4.0	1.6	1.3
Koweït	-6.6	1.5	4.5	9.8	-3.2	1.2
Libye	13.0	1.4	1.4	6.8	13.6	0.5
Oman	8.3	2.0	1.0	4.0	0.8	2.2
Qatar	12.4	2.4	0.6	19.3	21.6	0.4
Arabie saoudite	3.2	2.1	-1.3	3.8	-1.0	1.8
Emirats arabes unis	-4.3	2.3	-4.4	2.1	1.4	5.1
Economies diversifiées	3.1	2.0	1.4	3.3	0.8	3.4
Egypte	3.6	0.9	1.6	1.0	3.1	0.2
Jordanie	2.5	3.0	-2.0	3.9	0.3	5.1
Liban	...	...	1.3	24.2	1.3	1.7
Maroc	2.0	2.0	1.9	2.7	0.1	69.7
Syrie	3.1	3.0	1.4	4.9	0.3	13.7
Tunisie	3.6	1.1	1.4	2.2	3.6	0.4
Economies d'exportations primaires	0.4	18.0	-1.3	4.4	1.2	0.8
Comores	0.4	18.0	-1.3	3.0	-1.1	1.7
Djibouti	...	...	-7.0	0.3	-2.2	0.8
Mauritanie	1.7	4.3	0.4	5.4	1.2	0.8
Soudan	-1.7	34.4	1.2	5.5	3.8	0.1
Yémen	...	...	-1.5	4.4	3.4	0.7
Monde arabe	2.5	2.3	1.1	3.9	1.2	1.0
Extrême Orient	4.3	0.6	5.2	0.3	2.9	2.2
Afrique Sub saharienne	1.1	3.5	-1.1	1.8	0.3	2.3

Sources : Banque mondiale (2003), Summers et Aten (2002), et El Badawi, 2005.

également la forte volatilité de la croissance (mesurée par le ratio de la déviation standard de croissance à la valeur absolue de sa moyenne), avec 3,9%, soit presque le double de celle de la période précédente. Cette forte volatilité est à comparer avec celle - très faible - de la région asiatique, soit -0,3%.

Malgré une *large similitude des profils de croissance* caractérisant le monde arabe dans son ensemble, il existe d'importantes différences entre les pays reflétant la diversité de la région. Le *degré d'intensité cyclique* entre les deux premières périodes, tant pour ce qui a trait aux performances de croissance et à la volatilité, a varié selon les groupes notamment entre les économies pétrolières et autres, mais également entre les économies pétrolières elles-mêmes.

Les limites du changement structurel

Malgré les progrès réalisés en matière de croissance, Amuzegar notait dès 1982 que le coût du progrès économique dans les économies pétrolières était considérable tant en perte de croissance potentielle que de changement institutionnel et structurel. Malgré en effet des taux d'investissement domestiques dans ces économies trois fois supérieur à ceux des années 1960, le PIB n'augmenta que d'un tiers.

Amuzegar notait également que tous les pays étaient confrontés à un *déclin de l'activité agricole, et à une dépendances accrue à l'égard des recettes pétrolières* en tant que pourvoyeuses de produits alimentaires de base et de biens d'investissement. Parallèlement, le *service des dettes extérieures augmentait rapidement ainsi que les déficits publics avec en sus le chômage et des ferments d'instabilité politique, de tensions sociales et de crises identitaires* (Amuzegar, 1982).

Parmi les nombreuses causes possibles de cette situation, Amuzegar identifiait les suivantes :

- une « illusion lyrique », sorte d'état euphorique dans lequel responsables et planificateurs étaient convaincus que l'argent du pétrole allait régler tous les problèmes, une *disjonction croissante* entre les *dépenses courantes et le développement* d'une part et la *capacité d'absorption potentielle*, d'autre part, situation où le retournement des prix de brut déboucha sur un surcroît d'endettement externe et la chute de l'investissement privé :

- le caractère très spécifique de l'industrie pétrolière dans sa nature *d'industrie d'extraction et d'exportation du pétrole*. Alors que d'autres grandes industries : automobile, logement, chantiers navals ou armement, tirent leurs facteurs : terre, travail et capital, d'une grande variété d'industries plus petites stimulant à leur tour une large gamme d'activités entrepreneuriales et productives, l'industrie pétrolière offre peu d'effets similaires de liaison amont et aval. Il existe par ailleurs une confusion entre *développement et industrialisation, d'une part et industrialisation et modernisation* de l'autre.

L'hypothèse postulée était qu'un « big push » industriel stimulerait les économies d'agglomération dont les bénéfices à travers l'effet de contagion vers le bas (Trickle-down) retomberaient sur les strates sociales inférieures. D'où la négligence de secteurs comme l'agriculture et le développement rural et l'exode des campagnes qui s'en suivit, la réduction du produit agricole, la surpopulation catastrophique des centres urbains et l'aggravation des tensions sociales. Le quatrième élément identifié concerne la *nature et le rôle de l'Etat*. Dans des économies sans capacité administrative efficace – grande différence avec des Etats comme les Pays-Bas et la Norvège par exemple - il existe une ambiguïté inhérente quant au double objectif visant tout à la fois la nationalisation d'un large secteur de l'économie et la création d'un état de bien-être. L'exode des campagnes vers les villes eut pour conséquence l'afflux de personnes inemployées et de chômeurs immigrants vers ces dernières et donc le gonflement des effectifs des entreprises publiques. D'où *une inefficacité croissante des services publics*.

La lutte contre l'inflation enfin résultant notamment de la *faiblesse de la capacité d'absorption réelle* entraîna le recours à des remèdes à court terme destinés à alléger temporairement des symptômes mais qui ne firent qu'aggraver encore plus les causes structurelles. En effet, la réduction du coût de la vie pour les segments les plus pauvres (via la distribution d'une partie de la rente pétrolière) se traduisit par d'importantes subventions aux plus défavorisés, aux activités de productions locales à coûts élevés et aux importations. Sources d'inflation, ces subventions devinrent insupportables après le retournement de 1986 (Sid Ahmed, 1993).

Tous ces éléments sont caractéristiques du syndrome du « Dutch disease » qui souligne l'impact négatif d'une rente externe importante sur le secteur productif (« squeeze » mis en avant par Corden pour le pétrole de la mer du Nord). La chute brutale des termes de l'échange du brut dès 1986 conduisit les États producteurs à réduire fortement leurs dépenses, les importations chutèrent et les travailleurs étrangers furent renvoyés pour nombre d'entre eux.

Ce qui réduisit les remises des travailleurs arabes dans leurs pays d'origine. D'où une forte réduction du rythme de croissance dans de nombreux pays : Egypte, Algérie, Arabie saoudite, Emirats, Maroc, Syrie, Tunisie, Soudan et Jordanie par exemple. Cette décélération brutale épousa celle des pays producteurs reflétant bien la *synchronisation des effets des dépendances primaires et secondaires générées par le renforcement depuis 1973 de la vulnérabilité des économies arabes aux aléas du marché pétrolier*. Cet affaiblissement continu du mécanisme de croissance, se retrouve dans l'évolution des *composants du PIB* et notamment l'industrie (tableau 2). La reprise constatée début 1990 dans certains pays paraît avoir plus dépendu de *facteurs externes liés à l'assistance ou à l'exportation qu'aux changements structurels*. La conséquence fut un fort ralentissement du rythme des expor-

tations, des importations, mais surtout de l'investissement (tableau 3). En conséquence, on assista à une véritable stagnation - voire à une *involution du changement structurel au terme de la décennie 1990* - la part du secteur manufacturier dans le PIB restant dans la majeure partie des pays guère différente de celle des années soixante (tableau 2).

L'analyse de la *valeur ajoutée sous-sectorielle* du secteur manufacturier souligne la prédominance à la fin du millénaire en 1999, des *industries peu dynamiques* et la faiblesse conséquente des *industries de biens intermédiaires et de biens capitaux*. Dans ces conditions à la *veille de Barcelone*, la structure des exportations restait de type primaire tant par le nombre de produits concernés que par leur faible valeur ajoutée. La haute sophistication de la structure des importations de biens de base et de haute technologie témoigne

Tableau 2
Nature du changement structurel dans les pays arabes, 1960-1999 et 2000, en\$

	PIB en millions de dollars des Etats-Unis				PIB par tête en dollars		Agriculture	
	1960	1981	1997	2000	1996	2000	1960	1991
Algérie	2740	41830	43800	58100	1520		16	6
Arabie saoudite	2210	115430	128900		7040	-		1
Autorité palestinienne	-	-	3300		653	-		-
Bahrein	-	-	-	-	7840	-		-
Djibouti	-	-	-	-	-	-	1,7	-
Egypte	3880	23110	71200	98300	1080		30	21
Emirats arabes unis	-	30070	42700		17400	-		1
Iraq	1580	-	-		-		17	-
Jamahiriya arabe libyenne	310	27400	-	-		-		2
Jordanie	324	2550	7000	8340	1650		-	8
Koweït	1730	24260	38577		17390		-	8
Liban	830	-	13900	16500	2970		12	-
Maroc	2040	14780	34400	33300	1290		23	14
Mauritanie	90	630	1100		470		44	28
Oman	-	-	10600		4820		-	-
Qatar	-	-	7429		11600		-	-
République arabe syrienne	890	15240	17100		1160		-	19
Somalie	160	1230	-		-		71	-
Soudan	1160	7540	7801		-			-
Tunisie	770	7100	19400	19400	1930		24	16
Yémen	-	-	4300		790			-

Source : Banque mondiale, *World Development Report, 1983 et 1998-1999, 2002, ERF indic*

de la débilité des systèmes productifs locaux et de la *faiblesse de l'offre domestique tant en volume que dans sa diversité*.

Le tableau 2 confirme bien la relative stagnation de la structure de l'offre, de l'emploi et de la valeur ajoutée à la veille du millénaire.

Les limites du changement politique et social

La forte croissance des années 1950 aux années 1970 conforta l'État autoritaire. Comme le note Vandewalle, en échange de la sécurité économique, de l'offre large de services sociaux et de « welfare state » à des degrés divers, les populations acceptèrent les restrictions imposées à la participation politique (Vandewalle, 2003). D'où le *gap de gouvernance* observé

pays arabes											
Répartition du PIB											
Industrie								Services			
Industrie extractive				Manufacture							
1960	1981	1996	1999	1960	1981	1996	1999	1960	1981	1997	2000
35	55	26,7	54	8	11	10,2	11	49	39	37,0	33
	78	36,4		-	4	9,4		-	20	30,1	
	-	-		-	-	14,0		-	59	-	
	-	19,4		-	-	19,0		-	-	-	
	-	-		3,3	-	-		-	-	-	
34	38	32	33	20	32	25	27	46	41	53,0	50
	77	35,1		-	4	9,1		-	22	-	
32	-	-		10	-	8,1		31	-	-	
	71	21,1		3	3	6,9		-	27	-	
	30	30	27	-	14	16,0	15	-	62	65,0	71
	71	44,5		-	-	11,2	1	-	29	-	
20	-	-	27	-	-	9,1	17	68	-	61,0	61
27	34	1,7	32	-	18	16,9	17	50	52	49,0	51
21	24	12,2		16	7	6,8		35	48	46,0	
	-	42,6		-	-	4,3		-	-	-	
	-	32,2		-	-	11,1		-	-	-	
	31	10,4		-	26	8,0		-	50	36,1	
8	-	-		-	-	4,4		21	-	-	
	-	-		-	-	6	8,8	-	-	48	40,1
18	37	36	28	-	14	18,2	18	58	47	58,0	59
	-	-	30,4	-	-	-	10,7	-	-	56	34,0

1999, chiffres pour l'industrie extractive. 1960-1981, chiffres pour l'industrie.

Tableau 3
Pays arabes : rythmes du changement structurel, 1970-2000, taux de croissance

	Produit intérieur brut			Valeur ajoutée de l'agriculture			Valeur ajoutée de l'industrie	
	70-80	80-90	90-99	70-80	80-90	90-99	70-80	80-90
Algérie	4,6	2,8	2,1	7,5	4,6	3,0	4,6	2,3
Arabie saoudite	9,0	-1,2	1,6	-	13,6	0,7	8,6	-2,3
Egypte	9,5	3,9	4,6	2,8	2,7	3,1	9,4	5,2
Emirats arabes unis	-	-2,0	-	-	9,6	-	-	-
Jordanie	8,7	2,6	5,0	6,8	6,8	-4,6	-	1,7
Liban	-	7,8	5,9	-	-	-	-	-
Maroc	5,6	4,2	2,2	1,1	6,7	0,0	6,3	3,2
Mauritanie	1,3	1,7	4,2	1,0	1,7	5,2	0,5	4,9
Oman	6,2	8,3	-	-	7,9	-	-	10,3
République arabe syrienne	7,3	1,5	5,6	-	-0,6	-	-	6,6
Tunisie	6,8	3,3	4,7	4,1	2,8	2,0	8,7	-0,1
Yémen	-	-	3,5	-	-	-	-	-

Source : Banque mondiale et UNCTAD, *Rapport sur le développement dans le monde, 1989-2001*.

dans la région, *gap* que la Banque mondiale attribue à l'effet combiné du pétrole et de la géopolitique et notamment aux conflits de la région (Banque mondiale, 2003). Dès la fin des années soixante-dix, il apparut que la croissance impliquée par les bons chiffres n'était pas assimilables au développement. Plus généralement, les systèmes administratifs arabes se révélèrent incapables de répondre au défi du développement socio-économique et de créer les conditions de l'implication de leurs citoyens dans la gestion de leur administration (El Fathaly, 1983).

Aucun pays arabe - même les États pétroliers avec leur croissance économique spectaculaire dans les années 1970 - ne montrait dans les années 1980 un degré élevé de développement. Dans le cas de ces derniers on assista même à une *dépendance croissante*. Dans les autres États arabes on assista à l'émergence d'un nouveau phénomène qualifié de *dépendance secondaire* par rapport à la dépendance dite « primaire » des pays exportateurs. Ces derniers n'exerçant aucun contrôle sur le niveau de demande de leur brut et ne pouvant donc insuler leurs économies des effets de variation de la demande autonome ou induite.

La dépendance secondaire quant à elle résulta du déclin des flux financiers des pays exportateurs vers les autres pays pauvres, notamment ceux résultant du travail des expatriés.

DÉVELOPPEMENT, CROISSANCE ET RÉFORMES ÉCONOMIQUES DANS LES PAYS ARABES

Valeur ajoutée des services		Exportation de biens et services			Investissement brut			Importations	
80-90	90-99	70-80	80-90	90-99	70-80	80-90	90-99	70-80	80-93
0,3	3,1	1,1	4,1	2,2	13,6	3,6	0,2	13,1	-5,1
-1,2	1,5	4,4	-	-	-	-	-	35,3	-5,5
6,6	4,3	-1,7	5,2	3,1	18,7	1,2	6,7	9,6	-1,5
-	-	-	-	-	18,1	-	-	28,2	1,9
2,1	5,5	6,3	5,9	7,4	-	-	3,4	15,2	-2,4
-	-	-	-	15,6	-	-	18,4	-	-
4,2	2,5	5,7	6,8	5,7	5,5	-	1,5	7,4	1,4
0,4	4,8	-	3,6	2,0	9,9	-2,8	6,8	28,3	1,4
6,0	-	3,6	-	-	8,3	-	-	-	-
0,4	-	-1,9	7,3	4,7	-	-	7,9	-	-
3,6	5,3	-	5,6	5,1	8,9	1,2	3,4	11,2	3,0
-	7,8	6,6	-3,4	1,8	6,1	-	11,3	10,0	-5,3

Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 2002.

LA CRISE DU MODÈLE POST-INDÉPENDANTISTE DE DÉVELOPPEMENT

L'effondrement des prix des hydrocarbures

Avec les premiers soubresauts du marché pétrolier dans la première moitié des années quatre-vingt, soubresauts qui débouchèrent dès 1985-1986 sur l'effondrement des prix pétroliers, il devint de plus en plus difficile pour les États arabes exportateurs de faire face aux divers engagements pris dans l'euphorie de la hausse des prix du brut : subventions de toute nature à toutes les catégories sociales, poursuite des coûteux projets industriels, service des dettes extérieures en phase exponentielle, remplacement des biens d'équipements devenus obsolètes et difficultés d'importer les biens et technologies nécessaires à l'investissement nouveau, enfin décrochage des monnaies nationales, etc.

Avec la prolongation du cycle bas du brut, la région dans son ensemble sombra dans une crise économique et sociale majeure. La croissance s'effondra en parallèle avec la chute des prix du brut. Ce qui souligne au passage l'extrême dépendance envers le secteur des hydrocarbures atteint depuis 1973 par la région dans son ensemble⁽¹⁾. La chute des prix eut en effet pour conséquence, la forte réduction des travailleurs migrants, de leurs envois, mais

1. Il s'agit ici de la région MENA au sens de la Banque mondiale, elle inclut tous les pays arabes, l'Iran, Israël et Malte.

également un environnement international moins favorable. Avec le déclin des recettes pétrolières, les États s'efforcèrent de sauvegarder les salaires, accroissant par là même la dette publique. Des environnements défavorables découragèrent l'investissement privé et firent *obstacle au développement de secteurs industriels tournés vers l'exportation contrecarrant l'intégration de l'économie régionale dans l'économie en voie de globalisation.*

La dégradation des grands équilibres macro-économiques entraîna la réduction brutale des taux d'investissement. La quasi totalité des pays connut un déclin de la croissance de la *productivité totale des facteurs* avec pour conséquence l'effondrement de la *croissance du produit par travailleur* au cours des mêmes années. La descente aux enfers fut stoppée dans les années 1990, mais sans reprise d'une réelle accumulation du capital. Ce *déclin substantiel de l'accumulation au cours des années 1990* peut s'expliquer par la chute de l'investissement public, ce qui pourrait signifier l'amélioration du « factor accumulation » privé. L'autre explication plus probable est que l'amélioration de la productivité et de l'efficacité allocative des facteurs s'est accru rapidement dans les années 1990 sans *entraîner de réponse de la part de l'investissement privé* : Jordanie, Egypte et Maroc par exemple (Dasgupta et autres, 2002, p. 22).

Blocages institutionnels et réformes

Il apparaît en définitive que *la réponse du secteur privé fut lente*. La raison pour laquelle le processus de réformes engagé, qui eut un impact certain sur la *productivité*, ne généra pas de réponse du privé dans les secteurs orientés à l'export, reste inexplicable. Dasgupta, Keller et Srinivasan incriminent quant à eux les *facteurs institutionnels* : degré de régulation, bureaucratie et corruption des gouvernements (Dasgupta, 2002, p. 22).

Les enquêtes menées auprès des entreprises et des investisseurs potentiels mettent en évidence le *rôle des trois éléments* de la capacité institutionnelle, bureaucratie, système judiciaire efficace et corruption dans l'attractivité des pays pauvres pour les investisseurs privés étrangers. La chute de la croissance suite aux blocages rencontrés dans la poursuite des stratégies d'ISI, la récession mondiale, la surdépendance de la région envers les revenus reposant sur les « *unearned oil-based incomes* » contraignirent les États à se tourner alors vers le secteur privé - et notamment les lobbies commerciaux - pour attirer le capital étranger en renfort face à l'effondrement des capacités nationales de production et d'investissement.

Mais aussi pour éviter le type de crise économique accompagnant l'explosion des endettements, les déficits fiscaux et de balance des paiements. Il s'agissait alors de trouver une alternative à leurs échecs de modernisation via l'industrialisation. L'objectif devint dès lors de redonner confiance aux populations à travers le « succès économique » que constituait l'importation

Tableau 4 <i>Croissance du PIB par tête, de l'accumulation et de la productivité par grandes régions du monde 1960-1990</i>					
Région	Décennies	Croissance du PIB par travailleur	Croissance du capital physique par travailleur	Croissance du capital humain par travailleur	Croissance de la production totale des facteurs PTF
Afrique sub saharienne	1960s	1,8	3,8	0,4	0,1
	1970s	0,6	4,2	0,3	-1,3
	1980s	-0,9	-0,1	0,7	-1,3
	1990s	0,3	0,0	0,5	0,0
Pacifique et Asie orientale	1960s	2,1	1,1	0,8	1,2
	1970s	3,3	5,3	0,9	0,7
	1980s	5,6	6,7	1,0	2,3
	1990s	7,5	7,8	0,6	4,0
Amérique latine et Caraïbes	1960s	2,9	3,1	0,6	1,3
	1970s	2,9	4,3	0,6	0,8
	1980s	-1,7	0,2	0,9	-2,4
	1990s	0,6	0,6	0,8	-0,1
Pays OCDE à revenus élevés	1960s	4,4	5,8	0,5	1,7
	1970s	1,8	3,6	1,4	-0,4
	1980s	1,8	2,3	0,3	0,7
	1990s	1,3	2,2	0,5	0,1
Asie du Sud	1960s	2,2	4,0	0,6	0,2
	1970s	0,6	1,9	1,0	-0,7
	1980s	3,6	2,7	0,9	2,0
	1990s	2,9	2,1	0,8	1,6
MENA	1960s	4,6	4,9	0,5	2,4
	1970s	2,6	7,9	1,5	-1,4
	1980s	0,4	2,1	1,4	-1,3
	1990s	0,7	-0,3	1,2	0,0
Monde	1960s	2,7	3,2	0,6	1,1
	1970s	2,2	4,1	1,0	0,0
	1980s	3,2	3,8	0,8	1,2
	1990s	4,0	4,1	0,7	2,0

Source : Banque mondiale et Youssef, 2004.

massive de biens de consommation¹²⁾ et l'investissement étranger. Furent ainsi levées les restrictions à l'importation, à l'investissement étranger et à l'activité du secteur privé. S'amorça ainsi un début de libéralisation économique dans les années 1980¹³⁾ dans le cadre d'une alliance entre les couches bureaucratiques et les « traders » importateurs de biens de luxe et de biens de consommation en quête de marchés extérieurs pour les entreprises publiques et d'investisseurs étrangers dans un certain nombre de secteurs (Ehteshami et Murphy, 1996, p. 159). Ces nouvelles couches sociales liées à l'import-export furent ainsi les bénéficiaires de cette transformation de la bureaucratie en bourgeoisie elle-même dans le sillage de la libéralisation économique (Barkey, 1982).

D'où le constat souvent avancé, que les *États de la région qui maintiennent leurs caractéristiques essentiellement rentières sont incapables de mener la libéralisation économique suffisamment loin pour améliorer sensiblement le niveau de vie de leurs populations*. De ce fait, les réponses autoritaires à l'éclatement du « système corporatiste ne purent conduire qu'à l'instabilité et au chaos ». La stratégie arabe de libéralisation économique en tant que moyen de survie des régimes alors que les États consolidaient les couches liées aux nouveaux lobbies commerciaux en alliance avec la bureaucratie, explique la lenteur des réformes économiques et l'exclusion de la région de la transition générale dans le monde vers la démocratisation (Brumberg, 1995, p. 329).

Le cycle arabe des *boom bust et slow recovery*¹⁴⁾ s'explique par une caractéristique essentielle de la région, et dans elle seule à ce degré¹⁵⁾, à savoir la domination dans l'économie des hydrocarbures. D'abord analysé par Mahdavy dès 1970¹⁶⁾, ce phénomène fit ensuite l'objet d'analyses à propos des hydrocarbures de la Mer du Nord avec le « Dutch disease »¹⁷⁾, et plus généralement avec la *problématique*¹⁸⁾ *des ressources minières*, celle de la *valorisation des ressources naturelles* puis plus récemment encore avec le « curse of natural resource »¹⁹⁾. Selon cette dernière thèse, les pays disposant d'abondantes ressources naturelles pâtissent des performances de croissance du PIB inférieures aux autres. L'afflux de ressources externes (choc externe positif) en contrepartie de l'exportation de ces ressources accroît la demande de biens non marchands (non tradeable product), soustrayant par là les travailleurs qualifiés, le capital physique et les capacités entrepreneuriales des autres

2. Voir par ex. le cas en Algérie de l'ouverture du président Chadli et des fameux plans anti-pénurie.

3. Voir Barkey, 1992.

4. Suivant l'expression de Yousef, 2004, p. 99.

5. Elle est également présentée en Amérique latine dans une moindre mesure (Mahon, 1992 et Paus, 2004) par exemple.

6. Mahdavy, 1970, Amuzegar, 1982.

7. Corden, 1984 ; Sid Ahmed, 1987-1990, 2005

8. Lewis, 1984 ; Beblawi, 1987.

9. Auty, 2001 ; Ross, 2001.

secteurs. Ceci vient également du fait que le surcroît de dépense conduit à une perte de compétitivité due à *l'appréciation du taux de change réel*. Le secteur marchand - notamment ses composantes manufacture et agriculture moderne - décline de même que la croissance économique. Ce « *curse of natural resources ou malédiction* » est dans le cas présent aggravé par l'héritage passé *d'États hydrocarbures*¹⁰ (Luciani, 1987, p. 65). Cet héritage rendit difficile l'abandon des « programmes de l'État-providence » mis en place dans les années 1970.

La région arabe connaît à des degrés divers une *transition démographique* certaine, de taux de naissance et mortalité élevés à de faibles taux de naissance et de mortalité (Lee, 2003). De 1950 à 1980, la région enregistra le taux de fertilité le plus élevé du monde avec sept enfants par femme, d'où une croissance démographique de 3 % l'an environ. À partir des années quatre-vingt, la fertilité déclina avec pour le troisième millénaire la perspective d'une faible croissance démographique (Rashad et Khadr, 2002). Le taux de croissance démographique fut à son maximum en 1985 à 3.4 % pour tomber à 2.2 % dans les années 1990. Les arrivées importantes de main-d'œuvre éduquée dans les années 1980, au plus fort de la crise économique et du modèle post-indépendantiste, entraînèrent une forte détérioration du marché du travail (Nabli et Keller, 2003).

Cette situation du marché du travail reflète *l'incapacité de l'ancien modèle de développement à tirer parti des dividendes démographiques d'une force de travail éduquée en pleine expansion*. La force de travail totale de la région totalisait 104 millions en 2000 et devrait atteindre 185 millions en 2020. Il s'agit donc *de créer 80 millions de nouveaux emplois tout en absorbant une part significative de ceux actuellement inemployés au cours des deux dernières décennies*. Ce qui revient à doubler le niveau courant d'emploi au cours des deux décennies. *L'emploi dans le secteur public reste malgré les coupes intervenues important*. Cette part reste très élevée par rapport aux standards internationaux (pays industriels et autres pays en développement) et se reflète dans la structure des inemployés : taux de chômage élevés pour les jeunes à éducation moyenne et supérieure comparativement à ceux avec de bas niveaux d'éducation ne pouvant prétendre à des emplois publics. Ceci reflète une situation où une part importante du chômage est due à l'attente d'un poste de haut niveau par les jeunes éduqués dont les CV ne sont pas acceptables pour le privé. Ceci résulte des *systèmes d'éducation plus préoccupés par la préparation aux emplois publics qu'à l'acquisition de qualification* (Assaad, 1997) *avec le danger que le capital humain se retrouve piégé dans des emplois publics improductifs, limitant sa contribution à la croissance*

10. Selon Luciani, « l'allocation state » au lieu et place du « production state » existe lorsque les recettes des hydrocarbures ou d'autres sources représentent au moins 40 % de l'ensemble des ressources et dont la dépense (État) constitue une part substantielle du PIB.

économique (Yousef, 2004, p. 103). Ce secteur ne peut espérer cependant absorber les chômeurs et les demandeurs d'emplois dans le public. Le secteur pétrolier de par sa nature ne peut non plus absorber ces demandeurs. Il revient donc au *secteur privé, moteur de la croissance dans le secteur non pétrolier de relever le défi du chômage élevé et des bas salaires pour accroître la force de travail de la région.*

Enfin, *de nombreuses rigidités affectent les marchés du travail* et contrecarrent l'embauche par le secteur privé. Ainsi les systèmes de protection sociale, avec emploi à vie, retraites généreuses et autres avantages concédés à l'époque du modèle post-indépendantiste, restent en vigueur. Les marchés du travail n'ont guère été dérégulés pour encourager la création d'emplois, ces schémas n'étant pas appliqués d'un commun accord avec le patronat pour en exclure les nouveaux entrants. D'où l'accroissement des emplois informels et la précarité des emplois formels dans le secteur privé.

Emploi, capital humain, institutions et convergence

Les diverses expériences de développement et la littérature moderne sur la croissance suggèrent qu'*une croissance élevée est associée à l'existence d'un certain nombre d'éléments cruciaux* : un environnement macro-économique stable, un capital humain et des infrastructures de formation et de recherche adéquates, des États efficaces de type développemental à l'exemple de l'Extrême-Orient asiatique et des institutions en mesure de faire respecter les droits de propriété (Sid Ahmed, 2004). La *convergence ou hypothèse de rattrapage soutient que, toutes choses égales d'ailleurs, les pays pauvres doivent croître plus vite que les pays riches en raison de la productivité décroissante du capital avec le renforcement de l'intensité capitaliste et le revenu plus élevé* (Loayza et Soto, 2002). Pour ce qui a trait aux *effets de convergence*, le gros des accroissements importants de revenu, suite aux améliorations intervenues dans les domaines du social et de l'éducation, est intervenu au cours de la première période 1960-1981. A l'exception cependant des E.P. à revenus élevés, le revenu reste bien plus faible que le revenu moyen de l'Extrême-Orient asiatique.

Dans le domaine du *capital humain*, qui permet de promouvoir la croissance par divers canaux à travers l'accroissement du taux d'innovation technologique ou de son absorption et une action compensatrice concernant les rendements décroissants des facteurs de production tel que le capital, le monde arabe a réalisé d'importants progrès entre 1960 et 2000. Ceci a concerné notamment l'éducation des femmes.

Comment les politiques macro-économiques structurelles, qui comme les institutions influencent la structure de l'économie : degré d'ouverture de l'économie et consommation publique par exemple, affectent-elles la croissance à

terme ? Diverses actions dont les suivantes : ouverture des marchés étrangers, libéralisation du commerce international pour accroître la spécialisation, renforcement des économies d'échelle, diffusion des technologies, des savoir-faire, suggèrent que le degré d'ouverture du monde arabe se situe encore très loin derrière l'Extrême-Orient asiatique.

BILAN, PERSPECTIVES ET CONCLUSION

Comme on a pu le voir, la croissance arabe reste bien en deçà de ses performances des années 1960 et surtout des années 1970. Le fait frappant est la corrélation observée entre ces performances et les chocs négatifs des prix pétroliers après leur augmentation importante des années 1970. Une croissance instable suite à des chocs externes est typique de nombre de PenD. L'effet de ces chocs externes sur la croissance et les performances économiques en général ne résulte pas seulement de carences en matière d'ajustement au sens technique du terme, mais reflète les interactions de ces chocs avec les conflits sociaux latents dans la société d'une part et avec les institutions d'autre part dans la gestion des conflits.

Si l'on considère que les performances économiques de l'Asie extrême-orientale, avec des croissances soutenues du PIB à deux chiffres, comme devant constituer obligatoirement la *frontière de développement de la région arabe*, une question préalable se pose : pourquoi la croissance existante s'est-elle effondrée pour une large part depuis 1985 ? (Elbadawi, 2005, p. 314). Cette question mérite d'autant plus réponse que les prévisions de la Banque mondiale pour la région MENA, à l'horizon 2008, extrapolent le maintien grosso modo de la tendance économique dépressive intervenue depuis le début des années quatre-vingt (Banque mondiale 2002). Selon l'étude économétrique menée par Elbadawi concernant les performances du monde arabe et de l'Asie extrême-orientale, seules les DAE (économies arabes diversifiées) bénéficieraient d'un potentiel de croissance sur la base des effets cycliques et de rattrapage.

Les économies arabes mixtes pétrolières (MOAC) ont l'avantage sur l'Asie de leurs effets de rattrapage, mais ces effets disparaissent en présence de facteurs cycliques. Les économies arabes pétrolières (OAE) bien que plus riches que les économies asiatiques ne peuvent s'attendre à aucune croissance potentielle sur la base des effets cycliques et de rattrapage. Le potentiel en termes de croissance accrue est important en revanche pour les pays arabes les plus pauvres relativement aux économies arabes diversifiées (DAE), potentiel pouvant se concrétiser notamment dans le contexte d'une intégration économique renforcée dans la région (Elbadawi, 2005, p. 315).

Dans le *domaine du capital humain*, les DAE sont en retard par rapport à l'Asie, sans parler des *PEAE* (économies arabes d'exportations primaires). Dans le cas de ces derniers, les *facteurs structurels* sont pour l'essentiel responsables de leurs médiocres performances, suivi de *l'environnement macro-institutionnel*. Ce dernier élément avec la qualité des institutions (ICRG) et les dépenses publiques excessives (consommation gouvernementale) sont parmi les *facteurs les plus importants expliquant la différence de croissance entre les pays asiatiques et les économies arabes diversifiées* (DAE).

Le défi d'une vraie réforme complète est pour une bonne part un défi de « gouvernance » (Richard, 2001). Le renforcement de la gouvernance dans la région va au-delà des simples améliorations de performances bureaucratique et de réduction des coûts de transaction qui découragent l'investissement privé. Les efforts de réforme des économies arabes butent sur la crédibilité du gouvernement et la capacité des institutions étatiques à gérer le processus de transition économique dans des conditions de *forte volatilité économique et de vulnérabilité sociale*. Comme l'observait Ayubi, les États sont handicapés par les *limites des structures institutionnelles instaurées pour soutenir les politiques interventionnistes et redistributives mises en place antérieurement et par les difficultés rencontrées par ces institutions pour s'adapter aux tâches nouvelles* (Ayubi, 1995). De tels instruments sont pourtant nécessaires comme le note Ayubi pour établir et maintenir les conditions promouvant *des stratégies socialement équitables et de croissance économique sur la base du marché* (Yousef, 2004).

Deux éléments expliquent le faible engagement des pouvoirs publics envers les réformes dans la région. Les faibles contraintes budgétaires comme le notent divers auteurs (Luciani, 1994, Vandewalle, 2003). D'importants revenus générés hors de l'économie domestique et directement engrangés par les États sont en cause : exportations pétrolières, remises des expatriés et aide extérieure notamment. Ainsi, dans les années 1990, les montants encaissés ont permis d'amortir l'impact de la stagnation économique, réduisant la pression sur les États en vue de vraies réformes rapides et de décisions difficiles quant à l'ajustement structurel et à la remise à plat du contrat social.

En second lieu, les gouvernements arabes *ont du mal à gérer la relation entre la réforme économique et la réforme politique* (Yousef, 2004). Dans les années 1980, bon nombre d'élites acceptèrent une « *connexion instrumentale* » entre la réforme politique et la réforme économique (Niblock et Murphy, 1993). Des États amorcèrent une libéralisation politique pour attirer le soutien populaire pour les réformes économiques privilégiant le marché. Ces expériences ouvrirent le champ politique aux partis d'opposition, renforcèrent les libertés civiles et accrurent le poids de la société civile (Norton, 1996). Cette ouverture engendra des conséquences qui réduisirent sa durabilité (Brumberg, 2003) avec l'émergence notamment de mouvements radicaux d'opposition (Esposito et Voll, 1996) en mesure notamment d'infiltrer les

syndicats et les associations professionnelles. Réticents souvent au départ aux réformes, beaucoup de gouvernements adoptèrent alors des politiques qui *affaiblirent le lien entre restructuration économique et réforme politique* pour affronter les oppositions politiques (Kienle, 2001). Dans les années 1980 et au début des années 1990, les États voyaient dans la libéralisation politique la précondition des réformes économiques, ce schéma s'inversa dans le milieu des années quatre-vingt-dix. La poursuite simultanée des réformes économiques et politiques fut alors perçue comme une menace à l'ordre politique existant (Yousef, 2004). La gestion par le haut (décret) de la réforme économique se substitua aux efforts en direction de la base pour un soutien à la réforme à travers l'ouverture du champ politique. Si la réforme économique par décret peut se révéler efficace pour changer les politiques économiques de l'État, elle a peu de chance de conduire aux réformes alors que le succès dépend de l'aval et de la participation des groupes sociaux dont le bien-être peut être adversément affecté (Desai et autres, 2003).

La majorité des États arabes a perdu l'essentiel de sa marge de manœuvres ces toutes dernières années avec l'amenuisement des aides étrangères et la baisse des remises, alors que parallèlement n'étaient mises en place à ce jour que des réformes partielles, graduelles et réversibles.

Une conclusion émerge: à la différence des économies asiatiques, *la croissance arabe n'a pas été ni en volume, ni en stabilité équivalente à celle de ces dernières* d'où les importantes limites au changement structurel mises en évidence dans cette étude.

Pour rejoindre la frontière asiatique de développement, le monde arabe doit créer les conditions d'un environnement favorable à la croissance économique : renforcement du capital humain en liaison avec la mise en place de systèmes nationaux d'innovation, amélioration des institutions à tous les niveaux et notamment « d'appareils bureaucratiques » financiers efficaces (État développemental), mise en place de systèmes d'intermédiation en mesure de répondre aux besoins de financements des économies et enfin stabilité macro-économique (Sid Ahmed, 2004). Dans ces conditions, le monde arabe sera en mesure de bénéficier du potentiel de rattrapage et de convergence reflété par un niveau de vie plus faible comparé à celui de l'Extrême-Orient. La création d'un environnement favorable à la croissance ne suffit cependant pas en effet, la croissance suppose la mise en place par les États de stratégies ciblées d'industrialisation (Thompson, 1996).

Sid Ahmed Abdelkader. (2007)

Développement, croissance et réformes économiques dans les pays arabes : bilan et perspectives

In : Khoury G.D. (dir.), Méouchy N. (dir.), Laurens H. (collab.), Slugett P. (collab.) Etats et sociétés de l'orient arabe en quête d'avenir : 1945-2005 : 2. Dynamiques et enjeux

Paris : Geuthner, 221-237. Semaine Internationale sur le Moyen Orient Arabe : Etats et Sociétés en Quête d'Avenir : des Indépendances à Aujourd'hui, Aix-en-Provence (FRA), 2005/06/14-18. ISBN 2-7053-3785-7